

Le secteur financier est un pilier économique important

Bâle, 29 Novembre 2017 – Par effet direct et indirect, le secteur financier reste l'un des principaux secteurs de l'économie suisse malgré un contexte exigeant. C'est ce que montre une étude sur les banques et les assurances en Suisse menée par Polynomics sur mandat de l'Association suisse des banquiers (ASB) et de l'Association Suisse d'Assurances (ASA). Malgré une baisse de la valeur ajoutée, le secteur financier contribue à près de 9,4% de la valeur ajoutée brute de la Suisse, une valeur supérieure à la moyenne des autres pays. Les experts financiers interrogés par Polynomics dans le cadre d'une enquête consensuelle jugent les perspectives de croissance pour le secteur financier comme modérément optimistes.

Le secteur financier est un pilier macroéconomique important

Avec une valeur ajoutée générée de près de CHF 60 milliards, le secteur financier représente environ 9,4% de la valeur ajoutée brute de la Suisse, une valeur supérieure à la moyenne des pays voisins ou encore du Royaume-Uni. Le secteur financier représente ainsi l'une des principales branches économiques de Suisse. De plus, plus de 213 000 employés (équivalents temps plein) tirent leurs revenus du secteur financier. Si l'on tient également compte du fait que les banques et assurances génèrent de la valeur ajoutée et des emplois chez leurs sous-traitants en achetant des prestations, leur importance prend encore plus d'ampleur. Grâce à ces liens avec les secteurs des prestations en amont, le secteur financier a généré une valeur ajoutée supplémentaire de CHF 21,7 milliards, permettant ainsi 235 000 emplois supplémentaires. Pour terminer, le secteur financier apporte également une contribution non négligeable aux recettes fiscales du gouvernement. Avec un volume fiscal du secteur financier de CHF 14,5 milliards au total, il représente près de 10,7% des recettes fiscales de la Confédération, des cantons et des communes.

Les perspectives économiques sont modérément positives selon des experts du secteur financier

L'année passée, le secteur bancaire et celui des assurances ont tous deux enregistré un recul de la valeur ajoutée brute réelle par rapport à l'année précédente. Outre les défis liés aux intérêts négatifs, à la 2/2 numérisation ou encore à la compétitivité croissante, ce développement repose aussi sur l'achat accru de prestations en amont. Le nombre de postes également était inférieur à celui de 2015 dans l'ensemble du secteur financier. Dans le secteur des assurances, 2016 est une exception dans le développement sur le long terme, puisque pour la première fois depuis 2002, le secteur a enregistré une baisse (par ailleurs moins élevée) de la valeur ajoutée brute réelle. Concernant le développement économique sur les 12 prochains mois, un optimisme contenu est de mise. Selon les chiffres du SECO, le premier semestre 2017 a permis une augmentation de la valeur ajoutée aussi bien dans le secteur bancaire que dans celui des

assurances. Les estimations des experts du secteur financier interrogés par Polynomics tablent également sur une reprise. Ils prévoient ainsi une croissance moyenne de la valeur ajoutée réelle de 1,2%. En ce qui concerne la progression de l'emploi sur les 12 prochains mois, les experts s'attendent en revanche à une baisse de 0,7%.

La numérisation a un impact sur les besoins en réglementation, la structure de la branche et les facteurs de site

À l'avenir aussi, l'évolution du marché financier devrait rester dynamique. Dans le domaine des technologies financières et d'assurance, la numérisation ouvre de nouvelles opportunités aux banques et assurances afin qu'elles optimisent leurs processus commerciaux et proposent de nouvelles prestations. Selon l'enquête, si les nouvelles tendances comme le RoboAdvice, l'intelligence artificielle, les capteurs ou encore les analyses de données vont effectivement modifier les relations qu'entretiennent les banques et assurances avec leurs clients, ce sont avant tout les établissements financiers déjà bien établis qui en tireront parti. Pour terminer, les experts prévoient aussi une tendance à la concentration dans le secteur. Les raisons: (1) acquisitions et partenariats plus fréquents entre des sociétés de la Fin-Tech et des entreprises établies, (2) spécialisation due à la rupture de la chaîne de valeur ajoutée et (3) économies d'échelle en raison d'investissements plus élevés dans l'informatique.

Les sujets liés à la réglementation dans les domaines de la cybercriminalité et de la protection des données vont gagner en importance. Suite aux nouvelles opportunités associées aux big data, il faudra par exemple procéder à des ajustements de la protection actuelle des données clients. En fonction de la manière dont ces réglementations seront établies en Suisse et à l'international de ces réglementations, leur impact sur le secteur financier suisse sera soit positif, soit négatif. En ce qui concerne les facteurs de site, c'est la disponibilité de collaborateurs hautement qualifiés et la stabilité politique qui feront la différence. La proximité avec des entreprises informatiques innovantes notamment devrait gagner en poids.

Contact Médias

Michaela Reimann

Ancienne Responsable Relations Publiques et Média

+41 58 330 62 55